



**Réseau national des militants, collectifs
d'établissements, syndicats et associations
pour l'information et le soutien aux jeunes scolarisés
étrangers sans papiers**

Adresse postale : C/o EDMP 8 Impasse Crozatier 75012 Paris -

educsansfrontieres@free.fr

www.educationsansfrontieres.org



4 avril 2017

Contact : richard.moyon@gmail.com

06 12 17 63 81

Adresse du RESF aux candidats à la présidentielle 2017, aux futur(e)s candidat(e)s aux élections législatives,

Le 2 avril s'est tenue à Paris une réunion regroupant des représentants de collectifs du Réseau Education sans frontières (RESF) d'une quinzaine de régions.

Au cours de cette réunion a été discuté, amendé et adopté une adresse du RESF à certains des candidats à l'élection présidentielle 2017. Ce texte sera également ultérieurement soumis à une partie des candidats aux élections législatives.

Le but de cet appel est d'amener les candidats à se prononcer sur les mesures indispensables pour que les familles, les enfants et les jeunes majeurs « immigrés » installés en France parfois depuis des années trouvent leur place dans la société, bénéficient des droits qui devraient être ceux de tout individu (des papiers, un toit, une école) et lui offrent en retour leur dynamisme et leur courage comme l'ont fait les générations d'immigrés et leurs descendants qui les ont précédés.

Une conception que sont incapables de comprendre les courants et les personnalités qui font du racisme et/ou de la démagogie anti-immigré leur fonds de commerce. L'appel du RESF ne leur a pas été adressé. Délibérément.

L'appel a été envoyé le 3 avril, par mail et par courrier à Nathalie Arthaud, Benoit Hamon, Jean Lassalle, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Philippe Poutou. Il a été également décidé d'en faire cadeau à François Fillon.

Nous communiquerons évidemment les réponses des candidats.

**Adresse du RESF aux candidats à la présidentielle 2017,
aux futur(e)s candidat(e)s aux élections législatives,
à celles et ceux qui sont ou voudraient être aux responsabilités
Vous dites porter un projet pour ce pays et ambitionner de lui redonner espoir.**

**Pour les familles et les jeunes sans papiers
AUX ACTES !**

Le monde dans lequel se déroulent ces élections est marqué par des déséquilibres importants : déplacements de population dus à la pauvreté, aux guerres et au dérèglement climatique, inégalités d'accès aux ressources naturelles, écart croissant entre riches et pauvres. Un monde où la démocratie recule dans plusieurs pays sous les coups de régimes autoritaires, muselant la liberté d'expression et d'opinion, écrasant les oppositions. Là où on parle encore de démocratie, installation dans la durée de mesures d'exception, avec les atteintes aux libertés qui en découlent.

Nous constatons que sous la droite comme sous la gauche, les politiques d'immigration menées sur des principes identiques de suspicion systématique et de concessions démagogiques à la xénophobie, ont bloqué l'accès aux droits fondamentaux pour de trop nombreux étrangers. Ces politiques les maintiennent dans la précarité et limitent l'accueil des demandeurs d'asile au moment même où il faut faire preuve d'ouverture et d'humanité.

Nous continuerons à

- défendre et soutenir les jeunes majeurs scolarisés et les parents d'enfants scolarisés,
- empêcher le démantèlement des familles,
- dénoncer l'acharnement à expulser des parents et des jeunes majeurs
- dénoncer les pressions odieuses sur des familles entières
- condamner l'enfermement d'enfants et de familles.

Nous exigeons que l'Etat et les collectivités territoriales (dont les départements) assument toutes leurs responsabilités dans la prise en charge des mineurs isolés étrangers (Mineurs Non Accompagnés -MNA), qui doivent être accueillis dans des conditions dignes. Nous exigeons que leur santé (Aide médicale d'Etat) soit prise en charge, que l'hébergement, la scolarisation et l'éducation soient des droits respectés pour tous, quels que soient leur origine, leurs parcours, leur niveau. Tout jeune scolarisé en France doit pouvoir poursuivre ses études et sa formation, avec ensuite le droit de s'installer, de travailler et de vivre-où il le souhaite

Nous exigeons pour les étrangers qui vivent, étudient et travaillent déjà sur notre territoire la régularisation avec des titres de séjour pérennes qui leur permettent non seulement d'échapper à l'exploitation et à la précarité, mais de parfaire leur insertion dans une société où leur apport est essentiel.

Nous exigeons la suppression réelle et définitive du délit de solidarité : le secours aux personnes en situation de vulnérabilité ou de précarité, entre autres aux migrants est plus que légitime, c'est un impératif moral.

Nous n'acceptons pas que la liberté de circulation en Europe ait pour contrepartie le repli sur soi. Or, la politique européenne --cautionnée par la France-- est fondée sur le rejet de l'autre. Les milliers de noyés chaque année en Méditerranée, les camps de confinement des réfugiés en Turquie aujourd'hui, demain en Libye, les centres de tri entre migrants (hotspots) sont l'inhumaine rançon de la « sécurisation des frontières européennes ».

Nous attendons de celles et ceux qui postulent aux plus hautes responsabilités qu'ils s'engagent à satisfaire ces demandes élémentaires. Mais nous attendons aussi, --et il est scandaleux d'avoir à le réclamer explicitement--, qu'ils s'engagent à tenir réellement leurs promesses. Nous attendons toujours la suppression de l'enfermement des enfants, la fin de délit de solidarité ou le droit de vote des étrangers aux élections locales.

Nous attendons enfin de ceux ou celles qui seront--élu(e)s à l'heure où les discours et les actes nationalistes et xénophobes semblent prendre le pas dans trop de pays, qu'ils-elles défendent courageusement le droit pour tous de trouver asile, de circuler et de vivre dignement. C'est ce que réclament celles et ceux, --bien plus nombreux qu'on ne le dit-- qui pratiquent la solidarité dans leurs mots et dans leurs actes.

Aujourd'hui, seuls les marchandises et les capitaux peuvent circuler librement. Les humains doivent le pouvoir autant. Et même plus.